

Forbes et la fortune de Fidel : histoire d'une supercherie mondiale

Philippe Leroux

Chaque année, Forbes publie le palmarès des milliardaires de ce monde et en profite pour salir la réputation de Fidel Castro, président élu de Cuba. Rien de surprenant de la part d'une revue dont le rédacteur en chef, Malcolm Forbes Jr., est le président honoraire de la Commission pour la reconstruction économique de Cuba (lire partage du butin après l'invasion) de la tristement célèbre FNCA (Fundacion Nacional Cubano Americana - CANF en anglais) créée par Reagan pour rassembler le lobby anticubain et supporter les actions légales et moins légales (voire terroristes) des nostalgiques de la dictature sanguinaire de Batista. Ce qui est plus surprenant par contre, c'est le manque d'éthique dans la reprise de cette nouvelle par les agences de presse en général et l'AFP en particulier ainsi que le travail de propagande fait par Le Devoir à cette occasion.

Regardons le texte original de la revue Forbes :

http://www.forbes.com/billionaires/2006/05/04/rich-kings-dictators_cz_1k_0504royals.html

For another controversial dictator, Fidel Castro, we assume he has economic control over a web of state-owned companies, including El Palacio de Convenciones, a convention center near Havana; Cimex, retail conglomerate; and Medicuba, which sells vaccines and other pharmaceuticals produced in Cuba. Former Cuban officials insist Castro, who travels exclusively in a fleet of black Mercedes, has skimmed profits from these outfits for years. To come up with a net worth figure, we use a discounted cash flow method to value these companies and then assume a portion of that profit stream goes to Castro. To be conservative, we don't try to estimate any past profits he may have pocketed, though we have heard rumors of large stashes in Swiss bank accounts. Castro, for the record disagrees, insisting his personal net worth is zero.

On y lit que le journal n'a aucune idée de la situation financière de Fidel, si ce n'est des rumeurs démenties de compte en Suisse, l'image de l'utilisation de Mercedes pour se déplacer (elles ont été offertes par le gouvernement soviétique en 1980 et valent donc moins de 5 000\$ sur le marché d'occasion occidental) et que pour justifier de salir Fidel, on détermine arbitrairement qu'il possède une portion des entreprises nationalisées, même si la constitution cubaine interdit la possession d'entreprises aux individus. À ce titre Jean Charest est milliardaire avec le contrôle d'Hydro Québec, tandis que Jacques Chirac est probablement le dirigeant le plus riche avec le contrôle des entreprises nationalisées et de service public françaises (Électricité de France, La Poste, France Télécoms, etc.). Bref, quand on lit le magazine, on sent le salissage mais le texte ne cache pas la très grande faiblesse méthodologique et factuelle pour supporter la calomnie lancée.

Du côté de Reuters, on n'a pas traîné à envoyer la nouvelle sur les fils de presse: pour une agence des États-Unis, une occasion de salir le petit pays qui tient tête à l'Oncle Sam ne se refuse jamais.

http://www.usatoday.com/money/2006-05-04-castro_x.htm

Castro, who says his net worth is nil, is likely the beneficiary of up to \$900 million, based on his control of state-owned companies, the U.S. financial magazine said in its annual tally of "Kings, Queens & Dictators" fortunes Thursday.

On remarque que l'agence prend quand-même soin de préciser que l'évaluation est basée sur des compagnies nationalisées (donc par définition appartiennent à l'État et à personne en particulier).

Et voilà l'AFP :

http://www.lalibre.be/article.phtml?id=10&subid=83&art_id=284329

Fidel Castro parmi les dix plus riches dirigeants du monde

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite, le président cubain Fidel Castro, le prince Albert II de Monaco et la reine Elizabeth II d'Angleterre figurent parmi les dix dirigeants de pays les plus riches du monde, selon un palmarès 2006 du magazine américain Forbes.

Les monarques dominent le classement, où figurent également quelques présidents, indique le site internet de Forbes.

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite, 82 ans, occupe le premier rang avec une fortune estimée à 21 milliards de dollars.

Il est talonné par le sultan de Brunei Hassanal Bolkiah, 59 ans, avec 20 milliards, et le président des Emirats arabes unis, Cheikh Khalifa ben Zayed al-Nahyane, 58 ans, avec 19 milliards.

Le dirigeant de Dubaï, Cheikh Mohammed ben Rached al-Maktoum, 56 ans, arrive en quatrième position (14 milliards).

Loin derrière suivent le prince Hans-Adam du Liechtenstein, 61 ans, avec 4 milliards, et le prince Albert II de Monaco, 48 ans, avec 1 milliard.

Fidel Castro, 79 ans, arrive 7e avec une fortune estimée à 900 millions de dollars par Forbes, qui cite d'anciens responsables cubains.

"Nous estimons qu'il exerce un contrôle économique sur un réseau d'entreprises publiques, notamment le Palais des Congrès près de La Havane, le centre commercial Cimex et le groupe pharmaceutique Medicuba qui vend des vaccins et autres produits pharmaceutiques produits à Cuba", écrit Forbes.

"Castro, pour mémoire, conteste (la fortune personnelle qui lui est prêtée) en affirmant que sa richesse personnelle est égale à zéro", précise le magazine.

Le président de Guinée équatoriale Teodoro Obiang Nguema, 63 ans, est le 8e plus riche chef d'Etat (600 millions de dollars).

Il est suivi par la reine Elizabeth II d'Angleterre, 80 ans, avec 500 millions de dollars, et la reine Beatrix des Pays-Bas, 68 ans, avec 270 million de dollars.

On remarquera que l'AFP fait des acrobaties pour crédibiliser l'oeuvre de salissage de Forbes, mettant l'emphase sur la source nébuleuse des "anciens responsables cubains" sans se demander qui ils sont, de quoi ils étaient responsables, depuis combien de temps ils n'ont pas mis les pieds à Cuba et sur quoi ils s'appuient pour affirmer pareille déclaration ? Une fois de plus l'agence de presse de la diplomatie française est encore plus subjective que les agences étasuniennes (un comble).

Mais le plus beau, c'est le travail du Devoir, quotidien "indépendant" du Québec.

Voici l'intégrale de l'article :

<http://www.ledevoir.com/2006/05/06/108566.html>

En bref - Castro, dinero

AFP

Mots clés : Cuba (pays), fidel castro

New York -- Le roi Abdallah d'Arabie Saoudite, le président cubain Fidel Castro, le prince Albert II de Monaco et la reine Élisabeth II d'Angleterre figurent parmi les dix dirigeants des pays les plus riches du monde, selon un palmarès 2006 du magazine américain Forbes.

Fidel Castro, 79 ans, arrive septième avec une fortune estimée à 900 millions de dollars par Forbes, qui cite d'anciens responsables cubains. «Nous estimons qu'il exerce un contrôle économique sur un réseau d'entreprises publiques, notamment le Palais des congrès, près de La Havane, le centre commercial Cimex et le groupe pharmaceutique Medicuba, qui vend des vaccins et d'autres produits pharmaceutiques produits à Cuba», écrit Forbes. «Castro, pour mémoire, conteste [la fortune personnelle qui lui est prêtée] en affirmant que sa richesse personnelle est égale à zéro», précise le magazine.

Fin de l'article

Pour Le Devoir, bien entendu c'est la dépêche de l'AFP qui est reprise. Celles des autres agences pourtant utilisées dans tous les quotidiens de la francophonie ne sont pas assez radicales et pamphlétaires pour intéresser Le Devoir. La ligne du Quai d'Orsay (siège de Ministère des Affaires Étrangères français qui contrôle l'AFP) doit être suivie sans faille. Pire, seul le paragraphe sur Castro mérite d'être publié par Le Devoir, le reste est sans importance. En fait pour Le Devoir, seule l'information reposant sur des calculs non fondés, des rumeurs et des sources anonymes invérifiables a de l'intérêt. Les chiffres vérifiables ne méritent pas qu'on s'y attarde. Je me demande si c'est parce que la rédaction estime que ses lecteurs ne méritent pas ou ne souhaitent pas être informés.

Comme disait Molières : "Calomnie, calomnie, il en restera toujours quelque chose". Notre inconscient collectif vient de se faire tatouer que Fidel possède une fortune personnelle de plusieurs centaines de millions de dollars ce qui permet de dédouaner indirectement les États-Unis et leur immoral blocus condamné à la quasi unanimité de l'humanité et qui continue de faire souffrir les cubains. Et si l'on fait ressortir comme ici le caractère infondé d'une telle accusation, les opérations identiques des années précédentes ont laissé leurs traces. La fortune de Fidel, même si elle n'a aucune existence, est une légende admise par tous.

Une question pour le pupitre du Devoir qui vient de transformer une fois de plus son vénérable quotidien en tract politique : "Pourquoi diantre Fidel s'amuserait-il à amasser une fortune alors qu'il vit aussi chichement au milieu de son peuple ?" Pour sa retraite ? Tout le monde sait que tant qu'il aura des forces il continuera à accompagner les cubains dans leur résistance contre l'envahisseur. Pour

ses enfants ? Il a préféré renier sa fille plutôt que ses principes et son peuple. Quand à son fils, médecin il vit pauvrement comme les cubains moyens, les vrais, pas les riches "dissidents professionnels". J'aimerais bien savoir comment expliquer cette incongruité. Et au passage, me faire savoir si on prend les lecteurs du Devoir pour des cons ou si on espère plutôt qu'ils le deviennent un jour avec un tel manque d'éthique.

Une dernière question : Forbes annonçait il y a quelques années que Fidel disposait d'une fortune personnelle d'un milliard 400 millions de dollars. Cette fortune est ramenée à 900 millions, soit une baisse de 500 millions de dollars. Faut-il comprendre que Fidel aurait sacrifié le tiers de sa fortune personnelle pour son peuple ? Auquel cas voici un exemple que nos valeureux médias auraient dû mettre en avant pour inciter les autres membres de la liste de Forbes à faire de même...